

Personne n'est oublié ? Réflexions pour l'action dans un monde en mutation

Le 1^{er} janvier 2016, les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sont entrés en vigueur pour mettre fin à la pauvreté extrême, tout en luttant contre les injustices sociales, économiques et de santé, avec comme mot d'ordre de *n'oublier personne*. La mise en œuvre de ces ODD a lieu à une époque où l'on observe une recrudescence des inégalités socioéconomiques et des mesures protectionnistes. Pour favoriser des interventions durables à l'échelle mondiale, les divers acteurs des milieux communautaires, politiques et de la recherche ainsi que les praticiens du domaine de la santé et des autres secteurs doivent collaborer à la mise en œuvre de cet ambitieux programme d'ODD.

Compte tenu de ce contexte mondial et pour faire suite au dialogue et aux résultats découlant de la [Déclaration de Vancouver de 2016 relative au quatrième Symposium mondial sur la recherche en systèmes de santé](#) et d'autres appels à l'action, comme la campagne « [Chaque femme et chaque enfant](#) » de l'ONU, la Conférence canadienne sur la santé mondiale de 2017 offrira une tribune, afin de revenir sur les 1 000 premiers jours d'action mondiale et de mise en œuvre des ODD et leurs répercussions sur la santé et le bien-être des nations, partout sur la planète.

Dans un monde en mutation et dans un climat d'instabilité politique, il semble tout indiqué de prendre du recul et de nous interroger sur le rôle de leader que joue le Canada pour faire avancer ce programme avec d'autres pays. Où en sommes-nous ? Quelles leçons tirons-nous ? Quelles mesures planétaires doivent être prises par les pays pour atteindre les ODD dans le monde et au Canada ? Ces actions doivent reposer sur des approches innovantes, collaboratives, intersectorielles et interdisciplinaires qui s'inspirent des données probantes et des meilleures pratiques disponibles. Elles doivent aussi tenir compte des aspects éthiques et d'équité entre les sexes, tout en remettant en question les relations de pouvoir qui existent d'entrée de jeu entre les acteurs qui définissent et orientent les programmes.

Thèmes

1. **La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** demeure un défi constant pour l'ensemble des nations. Elle exige de déterminer les mesures qui s'imposent toujours et de dégager des enseignements de nos efforts antérieurs. Les groupes affectés par les inégalités sociales et économiques sont systématiquement exclus d'une participation aux décisions qui touchent leur santé et leur bien-être. Pour s'attaquer efficacement à la pauvreté et à l'exclusion sociale, on a besoin d'une combinaison d'actions intersectorielles bien évaluées, de leadership et d'autres stratégies qui engendrent une redistribution des ressources sociales et économiques dans le but d'améliorer la santé et le bien-être des populations et des nations les plus pauvres. Parmi les nombreuses stratégies possibles, voici celles que l'on devrait examiner attentivement, en raison de leurs approches d'universalisme intégral ou proportionné, à la lumière des leçons apprises des efforts actuels et antérieurs consacrés par divers pays pour leur mise en œuvre :
 - **Couverture universelle des soins de santé** – La couverture universelle reste un objectif difficile à atteindre dans de nombreux pays. La conférence de 2017 servira à poursuivre le dialogue amorcé sur les systèmes de santé résilients et flexibles lors du quatrième Symposium mondial sur la recherche en systèmes de santé, notamment sur les éléments suivants : couverture équitable, modèles de systèmes de santé équitables et efficaces, préparation aux épidémies, stratégies de collaboration et de participation pour contrecarrer les efforts de certains groupes visant à limiter le droit à la santé et à une couverture universelle et recherche sur l'efficacité des approches reposant sur une couverture universelle des soins de santé.
 - **Couverture universelle en matière d'éducation** – L'éducation pour tous et toutes est un déterminant majeur de la santé et du bien-être. Les gouvernements devraient être en mesure de permettre à tous les enfants d'avoir accès à un système d'éducation de base et à toutes les personnes d'avoir accès à un système d'éducation permanente, à toutes les étapes de leur vie ; la couverture universelle en éducation doit être adaptée aux besoins de celles et ceux qui s'en prévalent, grâce à la participation significative des enfants, des familles et d'autres acteurs sociaux.
 - **Revenu de base universel** – L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne peut être respecté si le revenu de certains est insuffisant pour se nourrir, s'habiller et se loger et s'ils ne peuvent se déplacer ni s'exprimer librement ou s'ils sont systématiquement exclus des décisions qui les concernent. Par conséquent, plusieurs pays portent un intérêt renouvelé à la question et mettent à l'essai différents modèles de revenu annuel garanti.

2. **La santé des populations marginalisées pendant et après les périodes de crise** – La stigmatisation, la discrimination et la violence sexuelle et sexiste ont une influence directe sur l'état de santé physique, émotionnel et mental de même que sur le bien-être des personnes issues de populations marginalisées, comme les autochtones, les réfugiés, les travailleurs migrants, etc. Il est impératif de développer, mettre en œuvre et d'implanter largement des interventions durables fondées sur les meilleures pratiques, des stratégies de préparation et des modes de prestation de services de santé robustes qui répondent aux besoins de ces groupes, de manière équitable et éthique, tout en tenant compte des crises humanitaires, des situations d'urgence complexes, des éclosions de maladies infectieuses et du fardeau croissant des maladies non transmissibles.
3. **Mesures de protection de l'environnement équitables et durables** – Les phénomènes comme le réchauffement climatique, la déforestation, la pollution et les catastrophes naturelles, qui gagnent en importance, ont des conséquences de taille sur l'économie, la société et la santé, et nuisent particulièrement aux groupes et aux pays vulnérables. Dus en grande partie à l'activité humaine, ces phénomènes continuent de mettre en péril notre santé et celle des prochaines générations. Il faut donc accorder une plus grande priorité à la mise en œuvre de mesures durables, intégrées et susceptibles d'être développées, afin de mieux s'adapter aux menaces et aux effets nuisibles du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement et d'atténuer leurs répercussions sur les populations vulnérables, les nations et l'économie mondiale.
4. **Recherche, innovation et évaluation pour des interventions équitables** – Des efforts continus de recherche interdisciplinaire, de surveillance et d'évaluation sont essentiels pour mesurer les progrès réalisés par les pays quant à l'atteinte des cibles des ODD et pour mesurer notre impact collectif au niveau mondial tout autant que les conséquences imprévues. Il est primordial de renforcer les systèmes et les pratiques de santé publique pour faciliter le développement des capacités dans ce domaine. De plus, nous devons favoriser l'établissement d'une culture d'expérimentation créative et le foisonnement d'idées novatrices. Il faut permettre le développement de solutions aux problèmes complexes en apprenant de nos bons coups et de nos échecs antérieurs, de manière à faire avancer les initiatives mondiales équitables et durables qui visent à réparer les injustices sociales et économiques.